

Françoise Ferrand, volontaire permanente d'ATD Quart Monde – Reims

Lutter contre la misère ne peut pas se faire sans les pauvres eux-mêmes.  
Ils sont les premiers qui chaque jour affrontent la dure réalité de la misère et de l'exclusion qu'elle engendre.

Le Père Joseph Wresinski nous a appris que si nous voulions,  
Avec toute notre bonne volonté,  
Toutes nos compétences acquises par les écoles,  
Les professions que nous exerçons,  
Les responsabilités qui sont les nôtres,  
lutter contre la misère,  
il fallait nous associer aux pauvres eux-mêmes.

Nous associer, c'est-à-dire apprendre à connaître et reconnaître l'expérience de vie et donc les connaissances et les savoirs dont sont porteurs les personnes qui vivent en situation de pauvreté.

Les programmes de croisement des savoirs et des pratiques initiés par le Mouvement ATD Quart Monde,  
dont Mme Reinhardt vous a parlés,  
ne sont pas une fin en soi, une belle aventure vécue par environ 80 personnes de France et Belgique (universitaires, professionnels, personnes qui vivent en situation de pauvreté).

Si le livre *Le croisement des savoirs* a été publié,  
s'il a donné lieu à un colloque international à La Sorbonne, en présence d'universitaires d'Amérique de Nord, d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Europe, du Moyen Orient,  
si ce livre va prochainement être édité en anglais,  
et nous espérons, par la suite, en d'autres langues,  
c'est que la démarche de croisement des savoirs est une démarche nécessaire et nous osons dire incontournable pour lutter contre la misère,  
et donc faire avancer les démocraties et les peuples vers un mieux vivre ensemble.

A partir de l'expérimentation de ces programmes, nous pouvons énoncer quelques conditions qui nous semblent pouvoir être utiles quels que soient les pays, les cultures.

La première condition est que des personnes qui vivent en situation de pauvreté soient physiquement présentes lors des dialogues, des recherches d'action, lors de l'élaboration de projets.

Il ne suffit pas de connaître, d'être en proximité avec des pauvres pour avoir le droit de parler en leur nom, à leur place.

Si nous intervenons toutes les deux aujourd'hui, Mme Reinhardt et moi, c'est que nous avons deux paroles complémentaires qui ne peuvent se substituer l'une à l'autre car nous ne parlons pas à partir de la même réalité de vie.

Donner place, respecter,  
donner valeur à la parole, au savoir des personnes qui vivent la pauvreté  
est une des conditions de base du croisement des savoirs.

Mais pour que cette parole puisse s'exprimer, puisse se confronter avec d'autres, des conditions sont nécessaires.

Quelles sont les conditions pour que les personnes qui vivent en situation de pauvreté puissent donner leur avis, participer avec d'autres à la recherche et à l'élaboration de projets ?

Comment a-t-il été possible de faire travailler ensemble des personnes ayant pour certaines 4 ou 5 années d'école primaire et des universitaires dont toute la vie est faite d'écoles, d'études ?

Est-ce qu'il n'y a pas eu manipulation des uns sur les autres tant le pouvoir du savoir théorique est grand et universellement reconnu ?

Je vous donne un exemple que vous retrouverez dans le livre *Le Croisement des savoirs*. Dans le groupe de recherche sur la famille, un universitaire avait fait un exposé sur les différentes manières de percevoir le temps, la durée dans la vie. Il avait expliqué le 'temps linéaire' qui se déroule du passé, au présent, à l'avenir. Puis il avait présenté le 'temps circulaire' ou cyclique, répétitif, comme par exemple le temps des saisons. Il avait terminé son exposé en disant que les personnes qui vivent en situation de pauvreté sont dans ce temps circulaire, répétitif. C'est ce que beaucoup de chercheurs appellent le cercle vicieux de la misère qui se répète de génération en génération.

Les trois personnes en situation de pauvreté qui étaient dans ce groupe de recherche ont écouté cet exposé mais pas habituées aux exposés théoriques, elles n'ont pas pu réagir sur le moment.

Tous les échanges étaient enregistrés, retranscrits sur papier, puis redonnés aux participants afin qu'ils puissent être retravaillés. C'était une des conditions pour préserver la liberté de penser et de parler les personnes en situation de pauvreté.

Lors d'une séance de travail avec les trois personnes de ce groupe, je relis avec elles cet exposé et nous nous servons d'un tableau : une ligne droite pour le temps linéaire – un cercle pour le temps circulaire.

Je leur demande alors si c'est comme cela dans la vie, dans leur vie, dans la vie des personnes qu'ils connaissent.

Un homme se lève alors, vient au tableau et dit : à un moment de ma vie j'étais dans ce cercle, mais le jour où j'ai retrouvé un travail, je suis reparti de l'avant. Puis une femme dit à son tour : moi aussi j'étais dans ce cercle, mais à chaque naissance de mes enfants, je suis repartie de l'avant, mais parfois j'ai dû faire du surplace à cause des soucis.

Un peu à la fois, ces trois personnes-là, à partir de leur expérience de vie, ont inventé un nouveau concept 'le temps en boucle', qu'elles ont présenté aux universitaires de leur groupe de recherche.

Je pourrais prendre d'autres exemples qui nous montrent que par le croisement des savoirs, des savoirs nouveaux, plus complets, se créent, très importants pour l'action.

A travers cet exemple, nous pouvons énoncer d'autres conditions pour que la pensée des personnes qui vivent en situation de pauvreté puisse se croiser avec d'autres :

- le projet auquel nous voulons aboutir ensemble doit être clair, précis, connu de tous : écrire un livre pour *Le croisement des savoirs* - former les professionnels qui ont un mandat d'action avec les personnes qui vivent en situation de pauvreté pour *Le croisement des pratiques*
- le cadre de la participation de chacun doit être précis, rigoureux
- une autre condition est de préserver la liberté de penser de chaque groupe d'acteurs. Pour cela il y a des temps de travail en commun mais aussi des temps par groupe d'appartenance.

C'est l'appartenance à un groupe social, professionnel qui valide le savoir dont chacun est porteur.

Les universitaires sont rattachés à la communauté scientifique non seulement de leur université, mais à celle du monde.

Tous les professionnels, qu'ils soient fonctionnaires, diplomates, enseignants, juristes... sont rattachés à un corps professionnel, à une équipe de travail.

Pour les personnes qui vivent en situation de pauvreté, les associations, les ONG peuvent être ce groupe d'appartenance, si au sein de ces associations elles sont acteurs à part entière.

Il serait extrêmement dangereux d'isoler une personne en situation de pauvreté, de l'individualiser, et d'en faire une interlocutrice privilégiée d'un service ou d'une administration en la coupant de son milieu d'appartenance.

Vous le savez, la pauvreté c'est tout un milieu qu'il faut appréhender en tant que tel. Ce milieu, comme tous les milieux sociaux n'est pas homogène bien sûr, et nous avons à tenir compte de sa diversité.

Enfin une dernière condition que nous ont appris ces programmes, c'est pour qu'il y ait véritablement échange, croisement, donc apprentissages mutuels et projets communs entre des personnes et des groupes qui ont tout à découvrir les uns des autres, qui ont à remettre en cause les préjugés et les certitudes réciproques, il faut des moyens et du temps.

Des moyens en personnes qui n'auront de cesse d'être proches des personnes en situation de pauvreté et d'inventer des méthodes pour que les gens puissent oser se parler, se regarder, travailler ensemble.

Et du temps, de la durée. Rien ne peut se faire dans la précipitation avec les personnes qui vivent en situation de pauvreté.

En conclusion, je vous citerai une des suites de ces programmes expérimentaux. Nous intervenons fréquemment dans des formations de professionnels (enseignants, monde médical, administrations, travailleurs sociaux...).

Récemment une banque en France nous a demandé de venir réfléchir avec elle au projet qu'elle a de lutter contre l'exclusion bancaire. Nous n'avons pas de conseils théoriques à leur donner sur ce qu'ils doivent faire, nous ne connaissons pas grand chose au système bancaire. Mais avec des personnes qui vivent en situation de pauvreté et qui ont donc un vécu et une réflexion sur l'exclusion bancaire, nous allons envisager une co-formation afin de confronter les logiques des personnes qui vivent en situation de pauvreté et celles des banquiers. Sont-elles compatibles ? Quelles sont les pistes pour améliorer le système bancaire ? Je ne sais pas, nous allons chercher ensemble.

C'est peut-être d'abord et essentiellement cela le croisement des savoirs : se mettre ensemble en situation de recherche.

Merci.

(Forum social – Genève – 21 juillet 2005)